

JEUNE AFRIQUE

N° 1410

HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL INDEPENDANT 28^e ANNEE

13 JANVIER 1988

**GUINÉE:
PLUS DE
DÉTENUS
POLITIQUES ?**

**BURUNDI:
BAGA ZA
SE DÉFEND ET
ACCUSE**

Football CEUX QUI MONTENT

Une sélection de neuf champions africains
dont le Camerounais Joseph-Antoine Bell, vedette
de l'Olympique de Marseille

M 1936 - 1410 - 14,00 F



3791936014007 14100

ISSN 0021 6039

FRANCE 14 F - MAROC 18 DH - TUNISIE 1,8 DT - ALLEMAGNE 6 DM - ANGLETERRE 2,5 £ - ANTILLES 14 F - AUTRICHE 55 SH - BELGIQUE 98 FB -
BURUNDI 330 FB - CANADA 3,25 \$ - CAP-VERT 160 ESC CV - CENTRAFRIQUE 750 CFA - CONGO 780 CFA - DANEMARK 27 DK - E.A.U. 13 DH - EGYPTE
7,5 LE - ESPAGNE 450 PTS - GRÈCE 490 DR - HAÏTI 2,2 \$ - IRAK 12,5 DI - ITALIE 4 900 L - JORDANIE 1,25 DJ - KOWEIT 1 DK - MAURITANIE 198 UM
- PORTUGAL 425 ESC - QATAR 13 DA - RWANDA 210 FR - SUISSE 4 FS - USA (N.Y.) 3,7 \$ - USA
(OTHERS) 4,25 \$ - ZONE CFA (DIV.) 700 CFA.

M. 1936 - 410 - 14 F

RENAULT
On est en confiance

Guinée (suite)

rogations alimentées par les rumeurs et les spéculations, que la nouvelle de la libération des derniers prisonniers politiques s'est répandue, dans la matinée du 2 janvier, comme une traînée de poudre. Les gens n'en croyaient pas leurs oreilles tellement l'événement était attendu. Très vite, on apprenait que les bénéficiaires avaient été reconduits en grand secret dans leurs ville ou village d'origine. Ainsi, Mme André Touré, veuve de Sékou Touré, et son fils Mohamed ont été conduits à Faramah, ville natale du premier chef de l'Etat. Tous deux avaient été condamnés, au cours des fameux « procès » annoncés début mai 1987, à huit ans de travaux forcés, avec confiscation de leurs biens. De même, d'ailleurs, que l'épouse de l'ex-premier ministre Diarra Traoré, Mme Mamou Kouyaté, raccompagnée à Kankan. Mme Kesso Bah, ex-vice-gouverneur de la Banque centrale de Guinée, condamnée à cinq ans, a regagné Dalaba. D'anciens ministres, comme Camara Moussa Sanguiana et Marcel Cross,

condamnés respectivement aux travaux forcés à perpétuité et à quinze ans de la même peine, ont également été libérés. Il en est de même pour des dizaines d'anciens hauts fonctionnaires, commerçants et agents subalternes. Quant aux nombreux officiers dont le sort demeure pour le moins incertain, rares sont ceux qui figurent parmi les bénéficiaires de l'actuelle mesure de clémence. Mentionnons toutefois le colonel Fodé Doumbouya, ancien aide de camp de Sékou Touré, condamné à cinq ans de prison ferme.

Habitues aux tragédies

En juillet 1985, au lendemain du putsch manqué de Diarra Traoré, certaines rumeurs répandues à Conakry faisaient état de l'arrestation d'une soixantaine de militaires, de tous grades et de tous rangs. Est-ce à dire que tous ceux qui manquent aujourd'hui à l'appel sont morts ? C'est probable, mais pas du tout sûr. Il est fort possible que cette vague de libérations soit suivie, plus tard, d'une deuxième, d'une troi-

sième... Afin de vider complètement les camps de détention de si triste mémoire. En attendant, force est de reconnaître que la mesure du 1^{er} janvier va dans la bonne direction. Tout en laissant dans l'ombre bien des questions que chacun est en droit de se poser, notamment celles relatives au sort de ceux, nombreux, dont les familles demeurent sans nouvelles, il convient tout de même de saluer cette faible éclaircie dans un ciel aussi sombre. Pour les Guinéens habités depuis trente ans à une suite ininterrompue de tragédies sur fond d'arrestations, de tortures et d'exécutions sommaires, il s'agit là d'une petite lueur d'espoir qu'il importe de prolonger, d'élargir et de transformer.

Pour les étrangers, notamment ceux qui ont multiplié sans relâche les pressions sur les autorités guinéennes en vue de la libération des membres de la famille de Sékou Touré, c'est aussi un motif de satisfaction. Les présidents Mitterrand et Houphouët-Boigny, les rois Fahd d'Arabie saoudite et Hassan II du Maroc sont de ceux-là. On pourra sans doute bientôt accueillir à

Yamoussoukro, puis à Rabat, Mme André Touré et son fils Mohamed. Pourvu qu'ils se tiennent tranquilles, qu'ils ne cherchent pas à utiliser leurs gros moyens et leurs puissantes relations pour tenter de déstabiliser le régime de Conakry. Sinon, le général Lansana Conté — qui, en les libérant, a pris des risques, allant jusqu'à s'imposer à certains de ses pairs du CMRN démentés farouchement hostiles — pourrait se trouver en proie à de gros ennuis de caractère politique.

Aller plus loin encore

Ennuiés près de devenir ex-pleisis pour toutes sortes de raisons. Economiques d'abord, tant la situation, déjà difficile, risque de s'aggraver encore avec la très forte diminution, prévue pour 1988, des recettes provenant de la bauxite. Sans compter le licenciement de 30 000 à 40 000 fonctionnaires envisagé sous la pression du FMI. Raisons sociales ensuite, car, n'ayant pas compris combien l'esprit de haine et de vengeance est de mauvais conseil, l'opinion refuse encore, dans sa grande majorité, le pardon et l'oubli.

Il n'empêche que le pari méritait d'être pris et qu'il convient plus que jamais d'encourager de tels gestes. Quitte à aller plus loin encore, en donnant aux Guinéens, sans distinction ethnique ou régionale, toutes les garanties de sécurité que seules procurent des institutions démocratiques fondées sur le respect des libertés fondamentales. Dans la paix sociale et la sécurité.

Siradiou Diallo

ZIMBABWE Mugabe dans toute sa force

Il entame la seconde étape de l'indépendance.

■ Son premier gouvernement en tant que président, Robert Mugabe l'a dosé

selon sa vision du Zimbabwe moderne : quelques postes honorifiques pour les représentants des groupes minoritaires, les portefeuilles importants à ses fidèles.

Il lui fallait d'abord casser l'encumbrant Joshua Nkomo, son aîné devenu son adversaire dans la résistance et aujourd'hui allié de fraîche date au sein du parti unique, la ZANU-PF (Front patriotique). Haut placé dans la hiérarchie gouvernementale, le vieux leader ndebele a rang de ministre d'Etat, mais sans portefeuille déterminé. Ses missions seront fonction du poids que le président de la République voudra bien lui confier. Deux amis de Joshua Nkomo héritent des ministères du Travail et des Travaux publics, mais ils ne pèseront pas très lourd dans un cabinet de 23 membres.

Il convenait ensuite d'offrir quelques strapons à aux Blancs. Robert Mugabe, qui s'était montré clément à l'égard de ses anciens ennemis (de Ian Smith en particulier), mal apprécié que la communauté blanche soutienne encore massivement le vieux rhodésien. Il a tenu néanmoins à rassurer les Zimbabweans blancs dont la lente émigration s'est arrêtée ; tombé à 95 000 personnes, ce groupe comprend environ 110 000 personnes aujourd'hui. Mais en 1988, les Blancs qui siègent au Parlement comme au gouvernement sont « mugabistes ». Chris Andersen conserve le secrétariat d'Etat à la Présidence, et deux vice-ministres « techniques » s'occuperont des secteurs-clés de l'économie zimbabwéenne, les Mines et l'Agriculture.

Mugabe a promu à la Défense, un porte-feuille qu'il détenait lui-même précédemment, Enos Nkala, un Ndelé qui lui est favorable. Il a su écarter quelques fortes personnalités susceptibles d'empêcher la cohésion de son équipe mais a laissé ses prérogatives au puissant Bernard Chidzwa, ministre d'Etat à l'Economie et aux Finances.

Ainsi commence la deuxième étape du Zimbabwe indépendant. Quels que so-

SONDAGES : MITTERRAND MONTE TANDIS QUE LES AUTRES DESCENDENT.



Comment fait-il?

Soulas

Les autres sont : Chirac, Barré et Rocard (dessin de Libération)

Mitterrand la tête haute

■ Ce n'est pas une surprise : un des derniers sondages de 1987 sur les chances des grands témoins de la Politique française aux élections présidentielles d'avril-mai 1988 donne François Mitterrand vainqueur. Des 3 810 personnes interrogées pour l'hebdomadaire *Paris Match* (numéro daté du 8 janvier 1988), 55 % estiment que, s'il se présente (ce qu'il n'a pas encore dit), l'actuel chef de l'Etat l'emporterait sur son premier ministre Jacques Chirac. Face à l'ancien chef du gouvernement Raymond Barre, le « sphinx de l'Elysée » perdrait 2 points, mais s'adjugerait quand même un confortable 53 %.

Autre hypothèse : le candidat socialiste s'appelle Michel Rocard. Alors, s'il gagne à 52 % contre Chirac,

il n'a que 44 % devant Barre qui récolte 56 %.

Sur ces estimations portées tant sur le second tour, le sondage s'est intéressé aux intentions de vote pour le premier tour. Avec des pourcentages moins élevés, les tendances demeurent : 37,5 % pour Mitterrand ; 22,5 % pour Barre, talonné par les 21 % de Chirac.

Malgré tout l'intérêt qu'ils suscitent, les sondages aussi peuvent « se tromper ». Néanmoins, quand, répétés sur des mois et des mois, ils donnent obstinément les mêmes indications, on finit par se laisser convaincre. Se laissera-t-il donc tenter, François Mitterrand (71 ans) qui, pour 1987, vient en tête de la moyenne des points récoltés (53 %), Chirac devant Barre avec 37 % contre 36 % ? M.T.